

Concours : ENM premier concours  
Epreuve : QRC sur l'organisation de l'Etat et droit public

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



2) La liberté de manifestation sur la voie publique en droit interne (hors sanctions pénales).

La liberté de manifestation sur la voie publique est la liberté pour un groupe de se rassembler pour exprimer et exercer sa liberté d'expression. Etant une liberté fondamentale, elle est protégée par de nombreuses garanties. Mais lorsque la liberté de manifestation s'exerce sur la voie publique, elle doit nécessairement être conciliée avec l'ordre public et les usages que comportent toute manifestation.

I) Les sources de la liberté de manifestation

La liberté de manifestation est protégée en droit interne par la Constitution. Le Conseil Constitutionnel a déduit de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC) la protection constitutionnelle de la liberté de manifestation. Le Conseil Constitutionnel rattache en effet la liberté de manifestation à la liberté d'expression : elle est un moyen d'exercer sa liberté d'expression, c'est pourquoi elle est garantie au même titre que cette dernière.



la liberté de manifestation est aussi garantie et reconnue par les conventions internationales auxquelles la France est partie. Elle est ainsi reconnue par la Convention européenne des droits de l'Homme et du Citoyen ainsi que par le Pacte international sur les droits civils et politiques. Là encore, la liberté de manifestation est garantie par deduction de la liberté d'expression comme étant son corollaire. Sans garantie de liberté de manifestation, il n'y a pas d'effectivité de la liberté d'expression.

À raison de son caractère fondamental, la liberté de manifestation sur la voie publique répond à un régime spécial dans son exercice qui tend à se durcir pour devenir plus contraignant.

## II) de régime de la liberté de manifestation.

La liberté de manifestation répond à un régime de liberté de simple déclaration (A) mais cette liberté doit être conciliée avec les risques de trouble à l'ordre public qu'elle présente (B).

### A) de régime déclaratif.

La manifestation et son exercice répondent au régime le plus souple des libertés publiques. Pour manifester, il suffit de faire en - une déclaration de manifestation à la Préfecture au moins quatre jours avant la manifestation. Cette déclaration en préfecture devra comporter la date de la manifestation, le parcours qui est prévu pour le cortège, les noms et prénoms ainsi qu'une adresse de domicile des organi-



- sursus. À partir de cette simple déclaration, la manifestation peut avoir lieu.

Il appartient à ce titre à l'autorité publique de mettre tous les moyens de sécurité en œuvre pour que la manifestation puisse avoir lieu. Ainsi, les communes doivent prévoir des barrières si besoin pour que le cortège passe sans encombre, l'Etat ou l'intermédiaire du préfet peuvent déléguer des services de police pour assurer le maintien de l'ordre.

### B) de restriction de la liberté de manifestation

Il faut distinguer des restrictions et entraves qui peuvent exister à l'égard de la liberté de manifestation.

D'abord, une manifestation non déclarée peut être interdite car elle serait ainsi illégale comme ne répondant pas aux exigences légales pour l'exercice de cette liberté. Elle est alors interdite par l'autorité administrative et cette interdiction peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir.

Ensuite, la manifestation peut être interdite ou restreinte pour des motifs d'ordre public. Dans le cadre de leur pouvoir de police administrative générale c'est-à-dire de maintien de l'ordre, les autorités administratives peuvent restreindre la liberté de manifestation. Ces autorités sont le maire, le préfet, le Ministre de l'Intérieur notamment. Tenus d'assurer la sécurité, ils peuvent prendre toute



mesure utile pour assurer le maintien de l'ordre et prévenir les risques de trouble à l'ordre public. En matière de police administrative, les autorités doivent toujours prendre des mesures des moins attentatoires à la liberté pour parvenir au but recherché (CE, Benjamin, 1933). Le but poursuivi doit être légitime, les moyens adaptés, et proportionnés à l'objectif de maintien de l'ordre et de sécurité des personnes. Dans le cas de la liberté de manifestation, l'autorité devra au préalable modifier le parcours par exemple, ou demander aux organisateurs de manifester un autre jour. En dernier recours seulement, l'autorité administrative pourra interdire la manifestation.

La récente loi d'avril 2019 sur la prévention des troubles et violences à l'occasion des rassemblements publics et des manifestations est venue renforcer les pouvoirs de l'administration dans le contrôle de la liberté de manifestation. Le Président de la République, faisant usage de son droit constitutionnel, a déféré au Conseil Constitutionnel la loi qui a rendu une décision le 11 avril 2019. Le Conseil Constitutionnel a ainsi validé de nombreuses dispositions nouvelles mais a déclaré inconstitutionnelles certaines dispositions.

• Le Conseil Constitutionnel a validé la création de l'extension des faibles préventions ordonnées par le Procureur de la République aux abords des manifestations aux fins de recherche d'armes ou



Concours : ENM premier concours  
Epreuve : QRC droit public, libertés publiques, organisation Etat

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



projetés.  
En revanche il a déclaré inconstitutionnelle comme trop attentatoire à la liberté de manifestation la possibilité pour l'autorité administrative de prendre une décision d'interdiction de manifestation pour une durée de six mois au plus à l'égard de personnes ayant déjà participé à des manifestations violentes. Cette décision ne peut être prise que par le juge judiciaire.

Il faut enfin préciser que l'Etat peut être responsable des dommages causés à l'occasion des manifestations. Sa responsabilité peut être recherchée aussi bien par les participants que par les personnes étrangères à la manifestation. Les participants devront démontrer une faute de la puissance publique s'ils subissent des dommages au cours de la manifestation ; les tiers en revanche bénéficient d'un régime de responsabilité sans faute pour engager la responsabilité de l'Etat.



## 1) Le droit souple en droit administratif.

Le droit souple désigne un ensemble de normes et de règles non obligatoires, non contraignantes. C'est ce que le droit anglo-saxon désigne sous le terme de "soft law". Il peut s'agir par exemple des recommandations, des règles de bonne conduite, des normes déontologiques. Pour le droit administratif, on peut également considérer les circulaires de l'administration comme du droit souple.

Des autorités et organes administratifs peuvent produire du droit souple. Par exemple, les Autorités Administratives Indépendantes ou encore les chefs d'administrations peuvent émettre des recommandations, des lignes directrices. La principale difficulté qui se pose concernant le droit souple en droit administratif est celle de savoir si les actes de droit souple peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif et si le juge administratif peut ou non les contrôler.

En effet, l'inflation de la production de droit souple en droit administratif pose la question du régime auquel sont soumis ces actes. Le droit souple étant en principe non directif et non contraignant, il n'est pas susceptible de faire grief et n'est donc pas susceptible d'un recours pour excès de pouvoir. Néanmoins, la réalité est telle que le droit souple produit par les autorités administratives et les organes administratifs peut faire grief à des tiers qui doivent pouvoir attaquer ces actes devant le juge administratif. Le juge admi-



- ministériel a donc progressivement étendu les  
craintes du recours pour excès de pouvoir  
afin de contrôler ces actes de droit souple.

En principe pour qu'un acte puisse  
faire l'objet d'un recours pour excès de  
pouvoir devant le juge administratif, il  
doit être dérisoire et faire grief à la personne  
qui s'en prévaut. Toute la difficulté est là  
concernant les actes de droit souple :  
sont-ils susceptibles de faire grief ? Sont-ils  
dérisoires ? Dans un but de protection  
des justiciables et usagers de l'administra-  
-tion, le Conseil d'Etat a estimé que oui.

• Il a ainsi reconnu que le recours pour  
excès de pouvoir était ouvert à l'égard  
des lignes directrices prises par les chefs  
d'administration. Par exemple, les ministres  
ne disposant pas du pouvoir réglementaire,  
ils peuvent néanmoins prendre des lignes  
directrices en vertu du pouvoir réglementaire  
dont ils disposent en tant que chefs d'admini-  
-stration (UE, Yamout). Ces lignes  
directrices conduisent l'administration à  
établir des actes et à prendre des décisions  
uniformes face à certaines situations. Un  
administré peut, par l'intermédiaire du  
recours pour excès de pouvoir, attaquer la  
ligne directrice sur le fondement de  
laquelle un acte aurait été pris à  
son égard si cet acte lui fait grief.  
De même, il est fondé à se prévaloir  
de cette ligne directrice interne à l'admini-  
-stration si elle ne lui a pas été  
appliquée.



• Concernant les recommandations émises pour les AAT, le juge administratif a aussi émis le recours pour excès de pouvoir à leur égard dès lors que l'administration peut se prévaloir d'un grief. Ainsi dans CE, Bouygues Telecom de 2016, le Conseil d'Etat a autorisé le recours pour excès de pouvoir contre une recommandation émise par l'Autorité de la Concurrence en ce qu'elle causait un préjudice économique à l'égard d'un tiers. Dans cette affaire, l'Autorité de la Concurrence avait émis une recommandation pour orienter des annonceurs, ce qui n'avait pas valeur contraignante, mais cela avait causé un préjudice économique important pour l'entreprise dont elle avait déconseillé les services. Cette dernière était donc fondée à faire un recours pour excès de pouvoir à l'égard de la recommandation.

• Enfin concernant les circulaires, le juge administratif admet le recours pour excès de pouvoir à leur égard dès lors qu'elles sont impératives (CE, Burgères). Si les circulaires sont impératives et qu'elles sont soit réglementaires, soit interprétatives mais qu'elles véhiculent une règle illégale, elles sont susceptibles de faire grief et peuvent être contestées devant le juge administratif.



Concours : ENM premier concours

Epreuve : ORC droit public, libertés publiques, organisation Etat

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



### 3) d'indépendance du Parlement.

Le Parlement se compose du Sénat et de l'Assemblée Nationale. Dans le cadre d'un système constitutionnel démocratique où la séparation des pouvoirs est assurée, le Parlement bénéficie d'une indépendance aussi bien à l'égard du pouvoir exécutif que du pouvoir judiciaire. Sous l'influence du fait majoritaire et selon l'esprit de la Constitution de 1958 qui a voulu opérer une rationalisation du régime parlementaire, l'indépendance du Parlement vis-à-vis de l'exécutif est à relativiser et à nuancer.

#### I) Une indépendance du Parlement assurée.

Le Parlement est indépendant en tant qu'organe, et les parlementaires sont aussi assurés de cette indépendance.

En tant qu'organe législatif, le Parlement est indépendant du pouvoir exécutif : il dispose d'un pouvoir législatif et d'initiative propre par les propositions de lois qu'il peut faire. Le Parlement dispose également de son propre administration.



Les membres du pouvoir exécutif ne peuvent pas ordonner ou faire des injonctions aux parlementaires. Directement élus pour les députés ou par les grands électeurs pour les sénateurs, ils bénéficient d'une véritable indépendance vis-à-vis de l'exécutif car ils sont titulaires d'un mandat électif.

Les parlementaires eux-mêmes sont assurés de leur indépendance par leur statut et leurs obligations. D'abord, ils sont bénéficiaires d'une immunité totale dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ; ensuite ils ne peuvent faire l'objet d'une arrestation que sur autorisation du président de leur assemblée après levée de leur immunité parlementaire. La restriction du cumul des mandats a permis de renforcer leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutifs locaux puisqu'ils ne peuvent plus cumuler les fonctions de parlementaire avec celles de président ou vice président de conseil régional ou de maire.

## II) Une indépendance relativisée

Si l'indépendance du Parlement est organiquement assurée par la Constitution, l'impression du fait majoritaire dans la pratique politique conduit à la nuancer.

- Le mandat présidentiel abaissé à cinq ans permet de faire coïncider des élections présidentielles et législatives qui assure une quasi certitude de majorité parlementaire au Président de la République et au gouvernement.

- Le Président de la République



dispose d'un droit de renvoi au législateur en vertu de l'article 19 de la Constitution ce qui témoigne encore d'une volonté d'influence du pouvoir exécutif vis à vis du Parlement.



N°

.../...